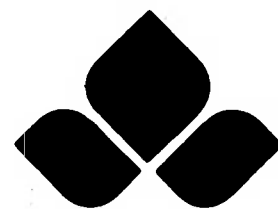


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



pourquoi tout va mal ?



(M 2242 - 375 - 6 F) DU 3 FÉVRIER AU 16 FÉVRIER 1983 - 13ème année - N° 375 - 6 F

quand nos lecteurs prennent la parole

PIERRE GAXOTTE

Je voudrais vous faire part d'une déception ressentie à la lecture des derniers numéros de «Royaliste» : celle de n'y avoir trouvé, sauf erreur, aucune mention - ne fut-ce qu'un entrefilet - du décès de Pierre Gaxotte. «Le Monde» a fait mieux. Sans doute vous ignorait-il complètement et n'avait-il surgi entre votre mouvement et lui aucun courant de sympathie. Permettez-moi pourtant de trouver l'omission regrettable car le geste, de votre part, eut été élégant à l'égard d'un vieil historien royaliste dont l'œuvre, dépassée peut-être sous certains aspects, demeure néanmoins non négligeable et a contribué largement à réhabiliter Louis XV et l'Ancien Régime entre les deux guerres.

J.V.
Bruxelles

SERAIS-JE TROP RÉAC ?

Je renouvelle mon abonnement, avec tout de même quelques réserves :
2/ Quant au **drame** de l'avortement (l'appellerez-vous pudiquement, comme tout le monde, «I.V.G.» ?) A la limite, le vote approuvant le remboursement par la S.S. aurait mérité 2, 4, ou 10 articles. Je vous trouve fort discrets - là, comme sur d'autres points, vous ménagez un peu trop les «sensibilités de gauche», et perdez votre identité - alors qu'il eût fallu une sainte colère à la Bernanos : non tant contre les avortées que contre les avorteurs désormais rétribués légalement

Quelques rappels nécessaires sur les principes de cette rubrique :

- Les opinions émises par nos lecteurs n'engagent qu'eux-mêmes et non le journal.
- Nous ne pouvons passer les lettres répondant à d'autres lettres, ne voulant pas alimenter des controverses qui se pou-

par la communauté française (nous cotisons comme toutes les familles de ce pays à la Sécurité Sociale...) Il est monstrueux de se taire devant les tueurs.

2/ Votre défense de l'école privée est épisodique et molle. Là encore on a l'impression que vous craignez de vous aliéner ceux de vos lecteurs qui ne sont pas précisément «à droite». Serais-je trop réac ? Peut-être : je crois devoir réagir, être en réaction, contre ceux qui par trop attaquent les quelques libertés auxquelles nous avons l'honneur d'être attachés.

Pour le reste, votre générosité est manifeste. Aussi, je me réjouis - malgré l'état déplorable des finances familiales.

K.G.
(Corrèze)

CHARLES MAURRAS, L'ACTION FRANÇAISE ET LA QUESTION SOCIALE

Je ne sais si, dans ce petit livre que j'ai dévoré, ce que j'aime le plus c'est le sérieux de l'information, l'élégance soutenue de l'expression ou le courage des juge-

suivraient de numéro en numéro sans que nos lecteurs n'en connaissent plus l'origine.

- Nous avons décidé de ne pas répondre, ne voulant pas nous donner, à trop bon compte, la facilité d'avoir le dernier mot...
- Sauf demande expresse, nous conservons l'anonymat à nos correspondants.

ments, ou tout cela à la fois, pourquoi choisir ? Il m'a remis Maurras en tête. Où en suis-je avec ce gourou de mes vingt ans ? Je n'en sais à vrai dire rien, faute de me poser la question, ou faute de la trouver opportune. Je l'ai beaucoup aimé, je l'ai écarté. Il nous menait sur une voie de garage. Aujourd'hui que j'ai pris d'autres boulevards, il peut être utile de faire un petit tour de son côté. Péguy, Bernanos, Malraux, Charles de Gaulle, Mauriac m'ont vacciné : je ne crains plus aucune contagion. Il reste qu'à la fin de cet ouvrage, j'étais pénétré de tristesse. Cette histoire de l'A.F., quel gâchis ; d'idées, d'énergies, d'espoir ! Le doute m'a pris : au fond, Maurras était-il un politique ? (Si par politique on entend ce que de Gaulle en dit dans ses «Mémoires de Guerre» : «l'art des possibilités»). Le drame de Maurras fut celui de tous les intellectuels happés par le démon de l'action, de Drieu à Sartre : de quel prix payer l'efficacité ? Malraux s'en est sorti grâce au Général. Mais Pétain n'était pas plus le général que Doriot ; et d'ailleurs Malraux, qui avait un sens de l'action plus aigu que Maurras, sous cet angle n'était pas un intellectuel. Maurras était un intellectuel, ses plus belles pages sont littéraires, il sait alors admirablement écrire ; sous l'aiguillon de l'angoisse de la mort il lui arrive d'être l'égal de Pascal, son pourtant vieil ennemi. Mais ses rapports à l'action sont ambigus, j'y vois pour ma part tout le drame de l'A.F. qu'il a entraînée derrière lui. La jeunesse de l'A.F. pouvait faire illusion, mais après 14, à partir des années 20, Maurras n'a pas su écarter une nouvelle génération, à laquelle le fascisme et le bolchevisme offraient une fascination symétrique de tentation de l'action pour l'action. Le point logique d'aboutissement c'est Vichy. Contrairement à tout ce que prétendait montrer sa rhétorique, Maurras n'a pas voulu choisir, parce que l'intellectuel, homme de nuances, est le contraire d'un manichéen. Il n'y a pas de

miracle en Histoire, pas plus que de hasard et de fatalité. A partir de 42 au moins, l'Histoire dictait un choix.

Politique d'abord ? Je bute là contre. Maurras aussi, à son insu. Si l'Histoire n'est pas miraculeuse, il lui arrive d'être ironique. C'est la politique qui s'est retournée contre Maurras.

Que reste-t-il de tout cela ? Une odeur de cendres mouillées. Depuis 58 la critique maurrasienne du parlementarisme fait long feu. De Gaulle a fait la synthèse du génie capétien et du génie républicain. Quel est l'avenir du Roi ? L'Histoire est ouverte. Ce que j'aurai appris de Péguy et de De Gaulle, c'est qu'en France, c'est la défense nationale qui légitime un régime (c'est bien pourquoi je ne suis pas bonapartiste). La République gouverne mal peut-être - encore faudrait-il nuancer : ne pas confondre République et Démocratie, république parlementaire et république capétienne (la Vème). Mais elle se défend bien. Vous aurez beau dire, l'An II, la Commune, la Résistance où s'origine le sentiment républicain français (je n'oublie pas 14-18 et Clémenceau) fonderont la légitimité républicaine tant que la République ne sera pas inférieure à sa tâche. La monarchie n'est pas impossible mais elle se dressera sur le malheur de la France dont elle reprendra l'épée brisée (c'est pourquoi je ne la souhaite pas) ou dormira pour l'éternité de son sommeil d'histoire. Ah ! Si le Comte de Paris avait fait le 18 juin ! La faiblesse de Maurras : n'avoir pas travaillé dans l'imaginaire collectif. Les Français ont la tête réveuse et la mémoire moins courte ou moins ingrate qu'on ne dit. La monarchie c'est encore ce pauvre Louis XVI à Varennes : la seule faute capitale qu'il ait commise, qui lui a valu la peine du même nom. Louis-Philippe c'était, en 1830, le soldat de Valmy. Mais les choses en étaient déjà là où le remède vient trop tard. L'Histoire est faite d'actions, pas de discours : Jeanne d'Arc n'écrit pas une théorie de la légitimité, elle prend les armes. Charles de Gaulle écrit, rédige le 18 juin, mais tout le monde l'entend comme un cri de capitaine. Toute l'œuvre de Maurras ne fera rien pour la monarchie, si la monarchie, je veux dire le Roi, ne fait rien. Il faudra au prétendant une nouvelle action **légendaire** de salut public pour effacer Varennes et fonder la Monarchie. On peut y travailler mais on ne saurait se bercer d'illusions.

A.F.

le numéro 2 est paru



Cité
Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Abonnement 5 numéros de 68 pages par an : normal 60 F, soutien 100 F, fondateur 500 F à l'ordre de «Royaliste».

Commande du deuxième numéro de «Cité» : 15 F franco, à l'ordre de «Royaliste» 18 104 06 N Paris.

sur un spectacle

Pour du spectacle, ce fut du spectacle : foule immense, grande banderole, haute tribune et surtout un magnifique Chirac, sûr de lui et bien bronzé (ou maquillé ?).

Rien à voir, évidemment avec un véritable congrès même si ce rassemblement a été ainsi désigné.

Pourtant, le RPR y a présenté les quinze points de son plan...

Et là, quelle déception ! puisque, en ce dimanche 23 janvier pleuvaient les vérités premières, les bonnes grosses évidences et les clichés les plus éculés, restons dans la note en disant que la montagne a accouché d'une sou-

les politiques économiques libérales sont en train d'échouer partout où elles ont été appliquées. Mais surtout le retour au Privé des industries clés et des banques, loin de favoriser l'initiative, provoquerait le retour à un système dominé par des oligopoles, ce qui n'a jamais été un bon moyen de favoriser la liberté d'entreprendre.

Reste à savoir si Chirac, fera



ris. Il s'agissait manifestement de ratisser large, de ne rien dire tout en donnant l'impression contraire. Le RPR veut « assainir les finances publiques », « investir », introduire « plus de démocratie dans l'entreprise », « redonner confiance », etc. Qui ne serait d'accord ? Mais en quoi cette bonne volonté vague constitue-t-elle un projet de gouvernement ?

Surnage une proposition, totalement négative, qui concerne la dénationalisation. En choisissant ce thème de bataille, Chirac commet deux fautes : il révèle que sa politique vise à une restauration du libéralisme - pire encore à un libéralisme absolu - et du coup il rompt avec la tradition politique qu'il prétend représenter. Il est facile de lui rétorquer que

ce qu'il promet : l'Elysée est encore loin et, s'il y est un jour, rien ne l'empêchera de faire le contraire de ce qu'il a annoncé. D'ailleurs au lendemain du congrès RPR, Bernard Pons, s'est employé à atténuer la portée des propos de son chef.

Comme pour Barre, comme pour Giscard, il s'agit de donner un chèque en blanc à un homme qui, sans savoir ou sans pouvoir vraiment dire ce qu'il fera, utilise les mots et les images nécessaires à la mobilisation de son public.

On appelle ce spectacle, ou cette manipulation, « exercice de la démocratie ». Il est permis d'en avoir une idée plus haute.

Sylvie FERNOY

la droite des chefs

*Il y a deux voies pour le prophète :
ou annoncer un avenir conforme au passé,
ou se tromper.
(Rémy de Gourmont -
« Promenades philosophiques »).*

Giscard, Barre, Chirac tentent par tous les moyens de tirer la couverture à eux... Cela fait-il partie du jeu normal de la démocratie ? Ou bien cela n'a-t-il que peu de rapports avec de la démocratie ?

La droite musclée a vu son chef naturel faire trois petits tours à Washington... et s'en aller. Si vous avez déjà oublié les paroles importantes prononcées par Jacques Chirac en cette occasion, rassurez-vous : cela n'a aucune espèce d'importance. Le maire de Paris est allé chercher une caution dans la capitale américaine, et l'a obtenue, le reste comptera peu. Qu'importe que l'entrevue accordée par Reagan n'ait duré qu'un quart d'heure. Les collaborateurs de Jacques Chirac ont parfaitement réussi leur opération de « marketing politique ». Dans l'esprit du grand public, son image de « chef de l'opposition » a été consolidée : tel était bien le but poursuivi. Les journalistes, toujours sensibles à la politique du spectacle, ont « marché ».

Pendant ce temps, l'ex-Président Giscard proposait, par l'entremise d'un entretien fort opportunément accordé à « L'Express », ses méditations profondes sous forme de scénario. Que le lecteur se rassure, le détail, par ailleurs abondamment commenté, lui sera ici épargné. D'ailleurs, il est là encore de peu d'importance. Il faut cependant relever quelques considérations significatives. Il faut cependant relever quelques considérations significatives. Ainsi, Giscard affirme qu'il « faut un changement de la coloration dominante que se donne l'opposition. » C'est clair : que M. Chirac se le tienne pour dit ! Cela n'empêche pas notre scénariste, qui n'en est pas à une contradiction près, d'estimer que l'ancienne majorité s'habituerait « à traiter pratiquement la question de la coexistence des tendances ».

Cependant, ce qui ressort d'essentiel de ces élucubrations, c'est que toutes les hypothèses sont placées dans la perspective d'une défaite de la majorité aux municipales. Il faut dire que M. Jospin lui-même avait par avance donné dans le panneau en déclarant publiquement qu'un recul modéré serait normal. Un climat a été créé, les « scénarios » giscardiens ont pour but de le développer : ce

n'est pas un hasard si deux d'entre eux envisagent des élections législatives anticipées. Une véritable intoxication politique est menée, visant à semer et à entretenir un doute paralysant pour le pouvoir. Là encore, le milieu journalistique, fasciné par le spectacle politique, sert de caisse de résonance.

Dans cette cacophonie, M. Barre, dont l'assurance finira bien par faire oublier qu'il fut le premier ministre de Giscard, laisse tomber cette sentence : « J'ai toujours tendance à ne pas prendre mes désirs pour des réalités. Je crois qu'il faut toujours se placer dans une hypothèse constitutionnelle régulière... » Il est de plus en plus clair qu'à l'opposition Chirac/Giscard, s'ajoute désormais la rivalité Barre/Giscard. L'ex-Président et son premier ministre savent que, face au maire de Paris qui se pose en chef de l'opposition pure et dure, il n'y a qu'une seule place. Les grandes manœuvres sont commencées. En toute amitié, bien sûr... D'ailleurs cela n'empêche pas les dîners en ville.

Et les municipales ? Et la démocratie locale ? Nos Messieurs s'en moquent comme d'une guigne. La démocratie réelle, c'est-à-dire la participation des citoyens aux affaires qui les concernent, n'est pas à l'ordre du jour. Il s'agit de reconquérir coûte que coûte et par tous les moyens, le terrain perdu. C'est une affaire d'état-major, l'individu n'a qu'à suivre. Toutefois il est juste de rappeler que la gauche, aujourd'hui au pouvoir est victime d'une stratégie qu'elle mena également naguère.

La « politisation » à outrance des municipales n'engendre qu'une démocratie purement formelle qui permet aux grands féodaux de se tailler ou de conserver des fiefs. Les royalistes proposent de rendre aux citoyens les pouvoirs qui ne devraient pas cesser de leur appartenir. Cela ne fait pas partie des scénarios giscardiens.

Alain SOLARI

la politique militaire socialiste est-elle critiquable ?

Durant tout le premier trimestre les étudiants royalistes ont mené une campagne contre le service national. Elle se poursuit, notamment avec une réunion à Nanterre début mars. D'autre part, notre revue «Cité» qui a consacré son premier numéro à la Défense nationale * prépare un nouveau dossier sur le même thème. C'est que les choses changent rapidement, au point que l'on peut dire, ce sera l'objet d'une étude dans le numéro 3 de «Cité», que la stratégie de dissuasion nucléaire, dite stratégie «anti-cités» risque de se périmer.

Dans ce contexte les contestations des choix militaires du gouvernement socialiste sortent du cadre des polémiques habituelles entre la majorité et l'opposition et nous y prêterons toute l'attention nécessaire. Un texte particulièrement intéressant a été ce mois-ci l'éditorial de «La Revue des deux mondes» (janvier) donné par Pierre Messmer. Nous vous en livrons quelques passages. Pierre Messmer pose un certain nombre de questions tout à fait réelles, même s'il oublie de rappeler que le début de renoncement ne date pas de 1982, mais bien de la loi de programmation de 1976.

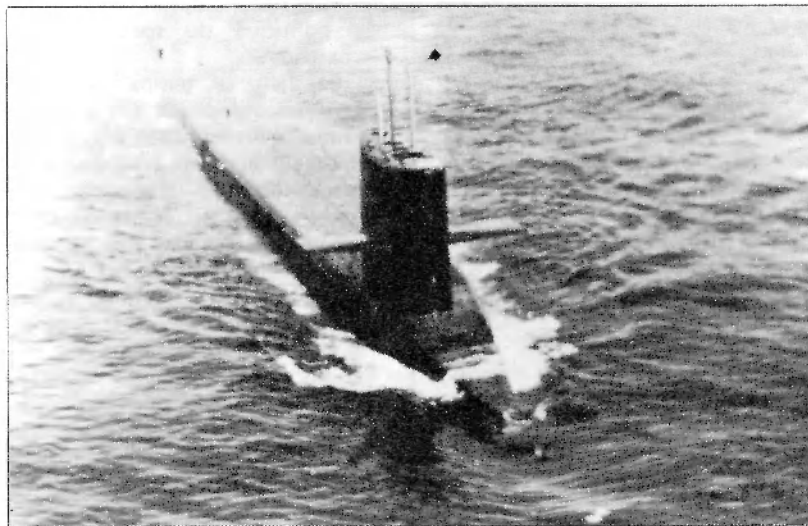
«Les lettres écrites par les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'air au sujet de la loi programme en préparation et qui ont été publiées par un journal parisien au mois de décembre, dénotent chez les principaux responsables militaires une profonde inquiétude pour l'avenir de notre défense.

Se privant des moyens de prolonger la politique de défense de ses prédécesseurs, le gouvernement sera inévitablement, conduit à la changer : ses déclarations, bien que sommaires et pas toujours concordantes, font penser qu'il a choisi :

- de donner la priorité aux armes nucléaires, stratégiques et tactiques;
- de réduire les effectifs militaires, en particulier ceux de l'armée de terre, et de diminuer le nombre des unités de combat, en dotant celles qui seront maintenues de systèmes d'armes puissants et modernes.

Ces projets, défendables dans leur principe, ne sont en pratique que de la poudre aux yeux. Pour le montrer, il suffit de quelques exemples. Comment se traduit, dans les faits, la priorité nucléaire ?

Le gouvernement se vante de disposer bientôt de six sous-marins lanceurs d'engins opérationnels. Ils ne lui doivent rien car il les a trouvés dans «l'héritage» mais



la construction du septième sous-marin est renvoyée à la prochaine décennie. On est confondu en comparant le temps qu'il fallut à ses prédécesseurs pour mettre en service les cinq premiers SNLE et celui, qu'il faudra au gouvernement Mauroy - plus de douze ans - pour n'en réaliser qu'un seul, de type nouveau. Quant au système mobile S.X. destiné à prendre la relève des S.S.B.S. du plateau d'Albion, et dont le coût pour une centaine de missiles est équivalent à celui de deux sous-marins, il semble qu'aucune décision n'a été arrêtée. (...)

(...) Le ministre de la Défense semble décidé à réduire les effectifs militaires : on avance même des chiffres situés entre trente-cinq et quarante mille hommes. J'observe que cette décision, si elle existe, est toute neuve puisqu'elle n'est pas traduite dans le budget 1983. Sur ce point, je ne critique pas le gouvernement puisque j'ai été, depuis six ou sept ans, le seul parlementaire qui ait osé dire que cette réduction est inéluctable. Mais les réductions d'effectifs sont toujours des opérations délicates quels qu'en soient les motifs et les modalités, et les contradictions socialistes augmenteront beaucoup les difficultés.

Par exemple que deviendra le service militaire ? Si la durée actuelle d'un an est maintenue, il faudra multiplier les exemptions et les dispenses, aggravant les inégalités que les jeunes dénoncent avec raison. Si le service est réduit à six mois, la France aura encore des soldats mais plus d'armée. Reste la formule du service différencié évoquée avec faveur par le premier ministre devant l'Institut des hautes études de la défense nationale, le 20 septembre de cette année. C'est un vieux dossier, établi dans les années 1963 ou 1964 (...) (...) Séduisante, la

formule est inapplicable : inconstitutionnelle si la loi impose aux appelés des durées différentes de service; exagérément dispendieuse si l'on recourt au volontariat en l'encourageant par des avantages financiers. La France n'a pas les moyens de payer, à la fois, une armée de volontaires et une armée de conscrits.»

On ne saurait mieux dire. Ajoutons qu'une armée de conscrits ne sert à rien.

S.F.

«Cité» numéro 1, franco : 15 F.

SS 20 contre

La démagogie et l'incompréhension des problèmes militaires sont de règle dans le débat qui secoue l'Europe à propos des Pershing II.

Rappelons les données techniques du problème. Les Russes ont développé des armes nucléaires de plus en plus précises, portant des charges d'explosif de plus en plus faibles. Ils sont aujourd'hui en mesure de détruire préventivement, grâce à leurs quelques 330 lanceurs de SS 20 à têtes multiples, environ un millier d'objectifs militaires de l'OTAN, en épargnant les objectifs civils s'ils le veulent. On estime que l'OTAN serait paralysée par la seule destruction de 400 «objectifs critiques». Le Chancelier Schmidt lança, en 1977, un appel désespéré aux Américains pour qu'ils réagissent à l'énormité de la menace qui pèse désormais sur les pays d'Europe non sanctuarisés par une force nucléaire invulnérable (sous-marins indétectables par exemple). Le président Carter offrit alors de déployer en Europe des missiles Pershing II qui par leur taille réduite et leur mobilité peuvent échapper aux destructions préventives que les Soviétiques ont les moyens d'accomplir grâce à leurs SS 20.

POURQUOI «L'OPTION ZÉRO» ?

La maladresse de Helmut Schmidt et de Jimmy Carter fut telle que l'annonce du déploiement de cette nouvelle arme déclencha une vague de défaitisme sans précédent en RFA !!! Les Soviétiques n'ont plus eu qu'à exploiter la versatilité et la stupidité de l'opinion publique européenne pour tenter d'obliger les gouvernements d'Europe à rester désarmés devant leurs SS 20.

L'Amérique de Reagan joue un rôle plutôt trouble dans cette affaire, dans la mesure où, moins encore que l'Amérique de Carter, elle ne souhaite être impliquée dans un conflit nucléaire (c'est la «doctrine Rogers» que nous ana-

pershing II

lysons dans le précédent numéro de «Royaliste»). «L'option zéro», du président Reagan, à condition qu'il ne s'agisse pas d'un simple recul des batteries de SS 20 vers l'Oural - dans ce cas elles pourraient encore atteindre l'Europe occidentale - ou même vers la frontière chinoise - 48 heures suffiraient pour les ramener en Europe - n'est pas une panacée. Si les Américains retiraient leurs ogives nucléaires d'Europe, une trentaine de divisions de l'OTAN se trouverait en face des 180 divisions soviétiques...

L'IRRESPONSABILITÉ DU S.P.D.

Face à ce danger, le parti social-démocrate allemand fait preuve d'une irresponsabilité totale. Son candidat-chancelier, Hans Jochen Vogel, s'est rendu à Moscou où il a été longuement reçu par Andropov et il a cru pouvoir

conclure de cet entretien que les Russes acceptaient de ne plus prendre en compte les lanceurs d'engins nucléaires français et britanniques pour les négociations de Genève. Gromyko, ministre des affaires étrangères soviétiques, est venu à Bonn pour le contredire très exactement sur ce point. H. Vogel n'en continue par moins sa propagande défaitiste pour aller dans le sens de l'opinion publique allemande qui ne comprend pas l'enjeu du débat.

Le récent discours de François Mitterrand à Bonn a pu apparaître, aux yeux des socialistes allemands courroucés, comme un soutien indirect au chancelier chrétien-démocrate, Helmut Kohl. Puisse ce soutien (qui prouverait une fois de plus que le chef de l'Etat français ne s'embarrasse pas d'amitiés idéologiques quand la sécurité de la France est en jeu) avoir un peu d'efficacité. On ne peut en effet que trembler en pensant que H. Vogel pourrait, s'il gagnait les élections du 6 mars prochain, prendre «immédiatement» une initiative personnelle pour faire avancer les négociations euro-stratégiques de Genève en vue d'un accord rendant superflu le déploiement de nouveaux systèmes d'armes du côté occidental. Le véritable nom d'un tel accord serait «capitulation».

Frédéric AIMARD

Iu dans la presse

Felipe Gonzales : «L'option zéro me semble bien, mais ce devrait être une tâche des dirigeants socialistes de lutter pour une dénucléarisation totale de l'Europe» («Le Monde» 23-24 janvier). Rappelons qu'une telle banalisation est recherchée à la fois par les Soviétiques, et par les Américains, elle aurait pour «avantage» principal de rendre la guerre possible.

En Angleterre, le très sérieux «Times» (22 janvier) s'attache à donner des leçons de gaullisme à François Mitterrand : «On n'imaginerait pas le général de Gaulle se rendant à Bonn pour presser les Allemands d'accepter le déploiement de missiles américains sur leur territoire». Si le général Gallois aujourd'hui estime qu'un tel déploiement est nécessaire, on ne voit pas pourquoi de Gaulle n'en aurait pas pensé autant. Mais pourquoi un Anglais devrait-il comprendre le gaullisme quand un journaliste français, aveuglé par son esprit partisan, attaque Jacques Chirac, là où il est le moins critiquable, c'est-à-dire dans sa dé-

fense des fusées Pershing ? — «Les héritiers de De Gaulle, demande Guy Sitbon («Nouvel Observateur» 21-27 janvier), n'auraient-ils pas du, au contraire relancer la détente ? Le moment n'est-il pas propice ? «Surtout pas, dit Chirac, la détente n'a profité qu'à l'Union Soviétique. Elle a nui aux intérêts de l'Occident». Le discours du maire de Paris, affirme Guy Sitbon, s'identifie point par point, à celui de Reagan». A la différence que les Américains, et leur président en tête, espèrent bien parvenir à Genève, aux alentours de ce qu'ils appellent «l'option zéro»...

Dans le même hebdomadaire, nous apprenons que pour M. Huntzinger, secrétaire national adjoint aux relations internationales du Parti socialiste, la thèse selon laquelle les SS 20 permettraient aux Soviétiques de mener une guerre chirurgicale en Allemagne est «irréaliste». M. Huntzinger devrait jeter un coup d'œil sur la carte de l'implantation des forces de l'OTAN en Allemagne.

F.A.

afrique : une attitude pragmatique

Le troisième voyage de François Mitterrand en Afrique a eu pour cadre trois Etats de l'Ouest : le Togo, le Bénin et le Gabon, un choix qui permet de montrer que notre politique africaine accorde la priorité aux francophones.

Le Togo, sous la direction du général Gnassingbe Eyadema depuis seize ans, connaît une grave crise financière en raison de la dépréciation des cours des phosphates. Ainsi, en connaissance de cause, François Mitterrand a déclaré : «Le Togo peut compter sur le maintien de l'aide de la France, qui ne connaîtra ni réduction, ni traitement désinvolte. Dans ce passage tourmenté, je veillerai moi-même à ce que la France reste fidèle à vos côtés. Elle continuera d'expliquer la cause du Togo aux organismes financiers internationaux; elle consacra dans le cours même de cette année un effort important pour rétablir les équilibres compromis».

UN CAPITAL DE SYMPATHIE

La situation politique du Bénin diffère nettement du Togo du fait que le régime se réclame depuis onze ans du marxisme-léninisme, mais la coopération soviéto-béninoise s'est révélée fort décevante, si bien que les dirigeants se tournent vers les pays occidentaux et notamment la France. En effet, malgré les vicissitudes historiques, elle a conservé un capital de sympathie appréciable que le Président Kérékou souhaite développer ainsi que la coopération mutuelle. C'est dans ce pays que François Mitterrand a tenu à évoquer quelques uns des problèmes politiques de l'Afrique : le Tchad qui doit «échapper aux ingérences extérieures et (être) libéré de toute forme d'occupation étrangère afin qu'il puisse régler lui-même ses problèmes par des formes démocratiques». A propos du Sahara occidental, il a réaffirmé «le principe tout simple de l'autodétermination du peuple sur la base d'un référendum».

Le Gabon, troisième étape du voyage, a lui au contraire choisi dès l'indépendance une coopération étroite avec les pays occidentaux poursuivie depuis les seize

ans de présidence d'Omar Bongo. Ce pays prospère est producteur de pétrole, d'uranium et de manganèse, et de bois, alors que l'agriculture est son point faible. L'incertitude quant aux relations franco-gabonnaises née de l'arrivée de la gauche au pouvoir en France semble dissipée en raison des intérêts communs et de l'excellent travail du nouvel ambassadeur de France, Pierre Dabezies. Le pragmatisme de la politique de François Mitterrand l'a emporté sur tout jugement sur la nature du régime du président Omar Bongo mais ne l'a pas empêché de rappeler l'attachement de la France aux Droits de l'homme : «nous avons pour ces droits un attachement, comment dirais-je, viscéral, et vous savez que notre volonté est que partout et toujours les libertés fondamentales soient respectées», et d'insister en déclarant : «Puisque vous avez parlé de pardon, je ne peux qu'exprimer le souhait qu'il vous soit possible, dans un délai bref, de faire passer ce grand vent de la générosité africaine.» Omar Bongo en a profité pour adresser un sévère avertissement aux coopérants français qui avaient envisagé de manifester leurs hostilités au président de la République française : «Ici il ne faut pas parler de RPR, d'UDF ou de PS. C'est votre affaire à vous en France. Ici les Français du Gabon ont un ambassadeur. Si ils ne le reconnaissent pas, je les remets aussitôt dans l'avion.»

Ce voyage de François Mitterrand a, une nouvelle fois, montré que les pays africains apprécient qu'il conduise lui-même notre politique sur ce continent. Dans cette optique, le remplacement au ministère de la Coopération par Christian Nucci n'a, semble-t-il, été ressenti comme un changement d'homme et non de politique. Et c'est tant mieux.

Ph. L.

quelques évidences à l'usage des naufragés de coca-cola

Un ancien président de la République prétendit un jour - mais ce ne fut, hélas ! pas le seul exemple de démission nationale qu'il donna aux Français - que nous devons nous accoutumer à l'idée que nous ne représenterons plus, à la fin de ce siècle, qu'un pour cent de la population mondiale. Piètre façon, pour un chef d'Etat, de fortifier la fierté de son peuple ! Et, surtout, de compter sa force.

Les éléments de la puissance nationale ne tiennent pas tous en effet aux différents ordres de la quantité; on connaît l'importance des aspects psychologiques lorsqu'il s'agit des rapports humains, ou des relations commerciales : combien d'argent les firmes ne consacrent-elles pas, de nos jours, à leur «image de marque»?... Mais le prestige, l'autorité morale ou politique, les mille canaux des complicités culturelles, sont négligés par des gouvernants ravis aux indications éphémères des statistiques, et spécialement dans le domaine réputé plus froid des relations entre Etats. Leur importance n'y est cependant pas moindre : qu'avait à redouter du Vatican l'un des Etats les plus puissants du monde ? Il prit pourtant le risque de faire assassiner, par quelque affidé, son chef, parce qu'il maniait en Pologne une arme psychologique puissante.

Les éléments moraux ou culturels sont difficiles à saisir, certes ! Heureusement cette manière obscure et touffue possède un noyau palpable, une colonne vertébrale qui tout à la fois irrigue les divers canaux de relation, assure leur solidité et leur pérennité : la langue.

On mit longtemps avant de comprendre quels déterminismes la langue faisait peser sur le développement intellectuel d'un individu. On mettra sans doute beaucoup de temps encore pour mesurer ceux qu'elle fait peser sur les relations internationales; on voit bien, pourtant, que si les constructions politiques européennes ou les mécaniques économiques bruxelloises ne sont que dérisoires feux de paille, c'est parce qu'elles sont dépourvues de tout substrat culturel vivant, par exemple celui que pourrait donner une langue commune - mais cela serait, heureusement, affaire de générations. Y eût-il de France sans la langue

française que Richelieu s'attacha à fixer pour fixer l'unité de la Nation - ce qui n'implique pas nécessairement, pour peu que l'on y veille, le dépérissement des langues régionales ? Y aura-t-il jamais d'Europe si notre langue ne lui donne pas les valeurs humanistes dont elle reste le signe, ne la distingue pas de l'univers atlantique qui la maintient sous tutelle, ne l'ouvre pas au monde méditerranéen et africain qui reste sa meilleure occasion de renouvellement ?

COOPÉRATION CULTURELLE D'ABORD

Il en va de même de la fameuse coopération avec le Sud. Que de projets avortés, d'ententes artificielles, de subsides gachés, parce que les interlocuteurs ne parlent pas le même langage - c'est-à-dire n'ont révélé, par la langue, aucun repère commun ? A la différence des Anglais, des Russes ou des Etats-Uniens, les Français ont toujours su qu'il n'y avait pas d'aide efficace et durable sans l'enseignement des valeurs françaises, la formation des élites, la présence physique des diplomates, des professeurs, des techniciens, toutes choses qui ne sont possibles que par la diffusion de la langue française. La coopération culturelle avant l'aide économique ou l'entente politique : ce bon ordre fut trouvé d'instinct; mais combien de temps faudra-t-il avant que, comme l'annonce la formule des contrats de co-développement avec l'Algérie, nous en comprenions la sagesse ?

La patience est moins acceptable, en revanche, lorsqu'il s'agit de la vigueur intérieure; notre pays est menacé sur bien des fronts, mais le pire est certainement l'infiltration générale d'une langue et, par là, d'une culture étrangère qui, coupant notre peu-

ple de ses plus profondes racines, le livre à toutes les dérives, qu'elles soient atlantiques ou neutralistes - il n'y a d'ailleurs qu'une forme de démission nationale, comme l'on voit les jeunes Allemands qui, oubliant par choix leur passé, plongent dans l'univers atlantique et finissent par manifester en faveur de la Pax Sovietica... en anglais : «Better Red, Than Dead !» (plutôt rouge que mort).

nos Etats, non pas seulement en remettant en question leur influence planétaire, mais en menaçant, par là même, leur indépendance. Les disproportions de forces sont inquiétantes en des domaines aussi divers que les ressources humaines ou matérielles, les appétits hégémoniques et les capacités de mobilisation populaire, ou encore les législations sociales, en sorte que l'alternative présente n'est plus, pour nous : puissance ou respect égalitariste de tout Etat, mais plutôt :



Seule la vitalité de la culture française pourrait prévenir les nôtres, au moins une partie d'entre eux, contre ces précurseurs des universels naufragés du Coca-Cola : ici encore la langue française doit jouer sa partie, comme héritage d'abord, comme instrument de création ensuite et surtout comme moyen d'ouverture aux autres cultures, de rayonnement national et de communication à l'échelle moderne, c'est-à-dire internationale.

Ceci n'est certes que trop vrai : l'émergence de nouvelles puissances sur la scène internationale, que l'Europe dominait auparavant sans partage, menace

puissance ou dépérissement. De même que nous condamnons notre industrie à la vétusté si nous n'exportons pas, de même les droits de la personne et la démocratie deviennent irréalistes et bientôt impraticables chez nous si nos valeurs fondamentales ne sont plus partagées, ou au moins respectées en apparence, par un nombre suffisant d'Etats, de même notre culture périlte en folklore régional si les instruments de diffusion du livre, du disque, du film, des émissions de télévision, des banques de données, nous échappent.

Dans chacun de ces domaines, la langue française pourrait se ré-

vérer un instrument de puissance indispensable : si, depuis plusieurs années, on observe que, grosso modo, le déficit commercial enregistré avec les Etats-Unis représente à la fois la moitié de notre déficit total, et l'équivalent de l'excédent enregistré avec les pays qui utilisent la langue française, n'est-ce pas que les influences culturelles assurent peu à peu des marchés larges et durables, sans lesquels, en retour, les puissances productrices ne peuvent renouveler leurs investissements et



s'effondrent ? Certes, chaque pays à sa carte : le Japon les faibles coûts de la main d'œuvre, l'Union Soviétique l'hégémonie politique. Mais la carte culturelle, ou psychologique, carte française par excellence, n'est pas sans force, pour sa part. Si la France garde un prestige spécial parmi les non alignés, si elle rassemble lors des votes de l'Assemblée Générale des Nations Unies un nombre d'Etats sans rapport avec ses forces matérielles, si elle est appelée à jouer dans de nombreux conflits : Vietnam, Proche Orient, Amérique Centrale, un rôle de médiateur, n'est-ce pas qu'elle a su représenter les thèmes du progrès, du droit

des faibles, de la dissidence, grâce à l'audience de notre culture et de notre langue ? La formation des élites étrangères en France revêt d'ailleurs une importance de plus en plus notable à ce titre.

Même mouvement dans les activités de création : point d'émissions de télévision de qualité, c'est-à-dire utilisant de gros budgets, le plus souvent, sans la coproduction, puis l'amortissement qu'assure une diffusion à grande échelle; point de banque de données ou de satellites autonomes, détachés des rivages atlantiques, si ils ne trouvent pas à l'extérieur les abonnés qui partageront l'énorme coût qu'il faut consentir à l'investissement et à leur exploitation; point de culture française moderne sans rayonnement extérieur. On regrette d'ailleurs, à ce titre, que persiste la séparation des institutions chargées de la culture, des communications, ou des relations culturelles extérieures, que garde le Quai d'Orsay, de la langue française, dont le Haut Comité est placé auprès du Premier Ministre, enfin de la coopération scolaire et universitaire dirigée par l'Education Nationale. N'est-il pas temps de songer à un grand ministère coordonnant tous ces éléments, puisque aucun n'a d'avenir sans les autres ?

On voit quelle mission est dévolue à la langue française. Michel Jobert étonne souvent ses interlocuteurs en faisant de celle-ci le cœur de toutes les activités nationales et le garant de leur avenir. Certes, elle ne peut rien faire seule; sinon irriguer ce qui, sans elle, pourrait simplement mourir.

Un pour cent de la population du monde ? Mais nous sommes déjà cent-vingt millions de francophones, peut-être cent cinquante millions, répartis sur tous les continents, parmi les élites d'un bon tiers des Etats, nous serons bientôt, à la fin de ce siècle deux fois plus nombreux, grâce aux progrès de la scolarisation. Saurons-nous seulement utiliser dans chacune des parties que nous allons jouer, ce formidable... Joker ?

Paul-Marie COUTEAUX

culture française et programme socialiste

La droite parle peu culture; elle préfère s'arroger le monopole de la compétence économique. Est-ce à dire que la «politique culturelle» de notre gouvernement échappe à toute critique ? Apparemment non, et c'est à cette entreprise que s'attelle le quotidien américain «New-York Time».*

Certes John Vinocur, auteur de cet article, relève avec sympathie que celui qui préside momentanément aux destinées de notre pays est un homme cultivé, sinon lettré. Pensait-il à son propre pays, où M. Reagan, de son propre aveu, lit le moins possible, et où on ne demande guère aux présidents, lancés comme des produits de consommation courante sur le marché de la politique, d'avoir plus d'esprit qu'un baril de lessive ?

Toujours est-il, relève à juste titre «Le Monde» que *«l'idée qu'un gouvernement puisse avoir un projet culturel, et plus encore que celui-ci bénéficie d'une certaine priorité, apparaît profondément bizarre aux yeux d'un Américain.»*

Il ne faudrait cependant pas oublier, qu'au pays de la libre entreprise et du libéralisme absolu, ce sont d'importantes fondations

comprendrions fort bien, par ailleurs, l'inutilité et même le ridicule d'une telle opération si elle était appliquée à une bourgade du Middle-West surgie en 1860 autour d'un saloon ou d'un puit de pétrole.

Mais le fond de l'article du «New-York Time» n'est pas là, et il soulève, il est vrai, des questions beaucoup plus importantes. Car si une intervention du gouvernement peut être souhaitable, en tout ce qui concerne la protection de notre patrimoine culturel, il n'en reste pas moins que la «culture» ne peut se décréter. Et il serait peu utile de remplacer «Dallas» par une série retraçant dans le détail les heurs et malheurs d'une famille de gros betteraviers beaucerons.

Il est exact, d'autre part, et malgré les velléités décentralisatrices de l'actuel gouvernement, que son «projet culturel» reste en



privées, largement subventionnées par l'Etat américain, qui prennent en charge l'expansion culturelle à l'étranger.

Tout aussi surprenant pour John Vinocur, semble-t-il, que François Mitterrand ait, en tant que maire de Château-Chinon, «imposé la beauté à sa ville récalcitrante» par un décret ordonnant désormais la couverture des toits avec l'ardoise traditionnelle.

Eh bien, M. Vinocur, il nous semble qu'il vaut la peine de tenter de préserver le caractère architectural traditionnel d'une vieille cité française, et il faut savoir gré au maire de Château-Chinon d'avoir ce souci. Mais nous

grande partie entaché de parisiennisme et de cosmopolitisme mal compris.

Et en cela, il y a effectivement divorce entre cette Culture qu'on veut nous imposer et les véritables goûts du plus large public.

Mais la renaissance d'un tissu culturel en France, passe obligatoirement par la renaissance ou la réactivation du tissu social de la France. Elles ne seront acquises que quand certaines conditions politiques, que nous connaissons bien, seront réunies.

Anne SUROI

«New-York Time», supplément dominical «Arts and Leisure», 9 janvier (« — Will French Culture Be More French ? »)

apogée de la kleptocratie ?

Patrick Meney
devant le Ministère de l'Intérieur
à Moscou



«La peste de l'homme, dit Montaigne, c'est l'opinion de savoir». Et comme ils sont drôles ces occidentaux qui comptent tant de sonneurs et si peu de sentinelles.

On sait qu'il y a plus d'aspiration au confort que d'inclination à la vérité. On sait qu'il y a les faits rapportés et l'opportunité de rapporter les faits. On sait qu'il y a plus de rente à commenter les faits - ce qui ne dépend que de soi, de ses aptitudes spéculatives, de sa vanité déclamatoire - qu'il n'y a profit à observer les faits - ce qui relève d'autrui, du monde et de l'histoire. A l'heure de la communication par satellite, il a fallu l'intervalle de dizaines d'années pour admettre et laisser circuler les informations capitales sur la deuxième puissance mondiale. Sur la patrie du socialisme.

Le pire, c'est de croire que ces informations sont désormais suffisamment répandues et partagées. Le pire, c'est de laisser croire que cela, en fait, on le savait depuis si longtemps, qu'après tout, on l'avait perçu dès son amorce. Les trotskystes ont toujours su que Staline était Staline. Ce qui est curieux, c'est qu'ils ne savent toujours pas qui est Trotsky ...

Ainsi, avec notre frénésie de glosateurs, d'éditorialistes éclairés, tenons-nous pour acquis universellement ce qu'il a fallu, pour nos intellectuels de parti, reconnaître après cinquante ans de socialisme. Après cinquante ans de mensonge «opportun».

Imagine-t-on, par exemple, un pays où l'on condamnerait à mort pour vol ? C'est pourtant comme ça que les choses se passent en Union Soviétique. Sans Staline. Chaque année, 100 peines capitales sont prononcées pour les seuls crimes économiques. Et Brejnev, et aujourd'hui Andropov, ce n'est pas Amin Dada ?

Patrick Meney, qui fut le correspondant de l'Agence France Presse pendant deux années et demi à Moscou, dresse le panorama de la délinquance soviétique. Une délinquance qui déborde l'acceptation courante puisqu'elle prend en compte, outre toutes les catégories de délit en vigueur d'Ouest en Est, la corruption qu'encourage la pénurie planifiée. Réponse du

berger klepto-capitaliste à la bergère socialo-bureaucrate.

La Kleptocratie ne repose pas sur des hypothèses. La Kleptocratie montre la vie quotidienne de 268 millions de Soviétiques, tous contraints, du plus corrompu au dernier des justes, de se prêter aux règles de la combine, du marché noir, du pot de vin, pour simplement survivre. Pour s'éclairer quand il n'y a plus officiellement d'ampoules. Pour subir une opération sous anesthésie. Pour se chauffer. Pour se nourrir. Pour se laver. Toutes sortes de soucis qui facilitent naturellement les loisirs, la culture, la solidarité.

Et le marché noir a pris un tel essor qu'il est devenu une contre-société vitale, indispensable en URSS. La grande interrogation que son développement appelle, c'est de discerner dans quelle mesure sa vitalité, son dynamisme, sont assimilables par l'Etat soviétique. Andropov met-il tous les corrompus dans le même sac ? Y a-t-il un seuil d'intolérance ? Apparemment, le système ne peut être toléré sans la contrepartie qu'apporte la kleptocratie. Les systèmes totalitaires recèlent et secrètent autant de failles que les

démocraties, des failles de tous les genres. Paradoxe : la crise économique en Europe, la pénurie planifiée en URSS, font apparaître une société au noir de plus en plus florissante, de plus en plus incontrôlable. C'est encore l'Etat totalitaire qui dispose du plein pouvoir pour l'enrayer. Ne serait-ce que par la suppression physique des accapareurs. En vertu d'une échelle de valeurs que le père fondateur de la doctrine n'eut l'audace de dresser en son Capital. Au prix minimal de cent têtes par an. Au prix minimal de millions de vies humaines vouées à satisfaire les strictes nécessités, du matin au soir, du soir au matin.

Et Patrick Meney rappelle à propos l'intervention de Robert Badinter demandant en 1979 la grâce de condamnés à mort pour crime économique : «Que des hommes soient exécutés pour atteinte à des biens, signifierait que la propriété même socialiste est plus précieuse que la vie humaine.»

Philippe DELAROCHE

Patrick Meney -La Kleptocratie- La Table Ronde. Prix franco : 76 F.

le bonheur conforme

Un soir de 1979, à «Apostrophes», M. Jacques Séguéla, publicitaire connu, avait occupé le devant de la scène avec tant de maestria que personne n'avait été en mesure de lui répondre bien que son discours sonnât faux. C'est chose faite avec le livre de François Brune.

Depuis longtemps, les contestataires de la publicité dénoncent son pouvoir de «récupération» et savent que la symbolique sexuelle est largement utilisée dans la technique de conditionnement des consommateurs. François Brune montre cela, et plus encore : loin d'être une «poétique de la vie», comme le proclamait Séguéla, la publicité est d'abord une vaste entreprise de «réduction de la vie poétique à l'acte de consommer». Qu'il s'agisse de l'idée de bonheur, de la convivialité, de la sexualité ou de la nature, tout devient objet

à acheter et à consommer puisque le moindre paquet de pâtes et le plus humble fromage sont présentés de telle sorte qu'ils semblent contenir tout ce à quoi nous aspirons, tout ce dont nous sommes frustrés. La personne humaine devient elle-même un simple produit, comme on l'a vu avec la célèbre Mère Denis célébrant une machine à laver présentée comme le prolongement, le perfectionnement de cette sympathique lavandière.

Ainsi «chosifié», l'individu est privé d'existence personnelle : on

le «conforme à l'informe» en distillant une idéologie très précise : celle du plaisir (de consommer), celle de l'efficacité, du fonctionnel, du bonheur par et dans l'objet qui favorise l'intégration de chacun à la société technicienne. Point de poésie là-dedans, ni même d'information : non seulement Maman Mousline et Papy Brossard nous infantilisent, mais tout est fait pour que nous ne nous posions pas de question sur la fabrication des produits - qu'il s'agisse de leur qualité ou de leur origine. Ainsi, avec Banga, le Tiers Monde devient un paradis plein de jolies filles et de fruits savoureux qui s'offrent à nos appétits... Pas de misère, pas d'exploitation, pas de révolution. Tout le monde est heureux parce qu'il sert

le dieu Consommation, du jeune cadre dynamique (le modèle) au producteur de café des hauts plateaux (merci Jacques Vabre !). Ceux qui ont soif (d'aujourd'hui) boiront Coca-Cola, ceux qui ont faim mangeront du Couscous Garbit (bon comme là-bas !), ceux qui ont froid trouveront avec Tahiti douche «du soleil sous la douche»...

Plus qu'un livre «Le Bonheur conforme» est un antidote qu'il faut s'administrer chaque jour, de préférence le soir avant d'allumer la télévision.

Yves LANDEVENNEC

François Brune-Le Bonheur Conforme (Gallimard). Prix franco : 64 F.

le choc des mots

Depuis plusieurs années, nous suivons avec une amicale attention la réflexion de Bernard-Henri Lévy, non sans la discuter parfois, mais en refusant de suivre ceux qui mêlent à leurs raisons trop de considérations passionnelles. Même si nous ne partageons pas toutes ses opinions, nous ne nous sommes jamais plaints qu'un intellectuel cherche à déranger les schémas et la bonne conscience de la classe politique, toutes tendances confondues. Encore faudrait-il que les excès polémiques ne nuisent pas à la pertinence des analyses d'un de ceux qui veulent nous donner à penser.

Dans «Paris-Match» (1), Bernard-Henri Lévy part en guerre contre la gauche. C'est son droit le plus absolu et ce n'est pas ici que nous regretterons de voir s'affirmer une réflexion librement critique, en parallèle ou en convergence avec celle que nous avons esquissée. Nous demandons seulement que l'on pose les bonnes questions, que l'on ne se trompe pas d'adversaire, et que l'on ne combatte pas les moulins. Or, en proclamant que «le socialisme français n'est qu'un pétainisme», B.-H. Lévy ne répond pas à notre attente. Il brouille les cartes, lance un faux débat et en vient à accumuler les à-peu-près et les contradictions.

UNE NOSTALGIE JACOBINE ?

B.-H. Lévy est un déçu du socialisme. Lui qui a voté pour F. Mitterrand découvre aujourd'hui un régime de «régression» et d'«archaïsme». Régression par rapport au libéralisme avancé ? Archaïsme qui viendrait après quel progrès, ou quelle modernité ? Notre polémiste ne le dit pas, et il est dommage que nous ne sachions pas d'où il parle. Du moins n'ignorons-nous rien de la nature de cet «archaïsme» : la France de Mitterrand est celle des «bérets, des bourrées, des binious», celle de la «latinité culturelle qui n'a de sens, en France, que dans le contexte maurassien». Nous avons trop démontré ces derniers mois, que ces accusations n'avaient aucun fondement, ni dans les textes, ni dans les actes, pour y revenir une fois encore. Ce qui frappe est la permanence de ce procès d'intention, et les références secrètes qu'il suggère : si tout effort de décentralisation est dénoncé comme un folklore douteux, comment ne pas songer qu'une nostalgie jacobine se cache derrière cette vertueuse dénonciation ? Ou alors que B.-H. Lévy s'explique clairement. Mais il est trop pressé de brandir sa troisième preuve : le «corporatisme» qui prévalait au temps de la «Révolution nationale» et qui lui permet aujourd'hui de «humer» le «pétainisme ressuscité». B.-H. Lévy néglige apparemment le fait

que, de Closets aidant, le gouvernement a découvert l'été dernier la réalité catastrophique (théoriquement et pratiquement) d'un corporatisme dont il voudrait bien sortir. Mais peu importent les faits, puisque les mots sont là pour faire mouche ; et quand ils ne suffisent pas, de subtiles références sont utilisées pour renforcer l'effet.



Car rien ne sert de dire que le pouvoir est «ancré à gauche» rétorque B.-H. Lévy à son interlocuteur : le socialisme, qui «s'entend merveilleusement à flatter les intérêts les plus bas» (par exemple en abolissant la peine de mort ?) reprend les thèses de la droite nationale dans son anticapitalisme même. La démonstration est simple : Drumont (pamphlétaire antisémite) était anticapitaliste. Donc tout anticapitaliste est disciple de Drumont. De là à dire que tout anticapitaliste est antisémite, il n'y a qu'un pas, que d'autres ont allègrement franchi. Mais alors, que penser des textes anticapitalistes de B.-H. Lévy (2) ?

Vous ne savez plus où vous en êtes ? Ce n'est pas fini. Car ce régime pétainiste est laïc, cet archaïsme de droite est en même temps un archaïsme de gauche, ce nationalisme quasi-fasciste est aussi un «soviétisme mou». Vous ne comprenez pas ? C'est pourtant clair : sous Vichy, la France était patriote, anti-allemande (tant que ça ?) et, dit Lévy, d'autant plus à l'aise, du coup, pour réaliser «un bon fascisme domestique...» Et, «sans comparer l'incomparable», c'est la même chose aujourd'hui : sans que la présence de chars russes soit nécessaire, nous risquons de glisser vers le soviétisme. Donc ce pouvoir pétainiste, incarné par des hommes sans complaisance à l'égard de l'URSS, est soviétisant...

Bon sang ! Mais c'est bien sûr la présence du Parti communiste ! s'exclame l'interlocuteur de B.H.L. Eh bien pas du tout : «le problème ce n'est pas le P.C.» explique Lévy qui pourtant, quelques lignes plus bas, décrit celui-ci comme un «escadron pur et dur attendant, l'arme au pied, le triomphe des forces de la Révolution mondiale». Si telle est la réalité, comment affirmer que le P.C. n'est plus un «problème» ? Et comment prétendre que l'ambassade d'URSS à Paris «se considère déjà en terrain ami», quand deux colonnes plus haut, on a admis que les hommes au pouvoir sont irréprochables et n'ont jamais «manifesté la moindre complaisance vis-à-vis d'un empire extérieur» ? Comment, enfin, prétendre que le P.C. n'est plus un problème tout en le décrivant comme le «tuteur idéologique» du P.S. et comme l'axe principal de tout le jeu politique, la France étant le pays où «le principe même de l'activité politique est historiquement défini, structuré autour du pôle communiste» ?

CONTRADICTIONS ET INCOHÉRENCES

En trois pages, que de syllogismes grossiers, d'amalgames trop faciles, de contradictions insoutenables. Que de négligences et d'oublis. Le pourfendeur de «l'idéologie française», le défenseur courageux des droits de l'homme ne peut tout de même pas réduire la France à un pétainisme et à un soviétisme qui se fondraient (par quelle étrange alchimie ?) dans un tout monstrueux. Il oublie trop de familles de pensée, trop d'aspirations, trop d'expériences qui, à droite comme à gauche, éclairent plus exactement les débats actuels que les références à Drumont et à la «Révolution nationale».

Comment oublier le poids du syndicalisme révolutionnaire dans la tradition anticapitaliste de la gauche ? Comment oublier Jaurès et Blum dans l'héritage du socialisme actuel ? Comment parler de la France actuelle, et de l'idée nationale en ce pays, sans dire un mot du gaullisme ? Comment négliger que l'enracinement est le titre d'un ouvrage de Simone Weil ? Comment négliger tout ce qu'a dit et fait Maurice Clavel, auprès duquel nous avons grandi, Bernard-Henri Lévy et nous mêmes ?

Faut-il décidément oublier l'essentiel, pour le seul plaisir d'épater le bourgeois de droite et de scandaliser le bourgeois de gauche ? Bernard-Henri Lévy, tu vaudrais mieux que ça.

B. R.

(1) «Paris-Match», 21 janvier 1983.

(2) Cf «La Barbarie à visage humain». Grasset.

le désordre des familles

La lettre de cachet intéresse moins par son fonctionnement que par ce qu'elle révèle sur le menu peuple : la vie du couple, l'honneur des familles et les rapports au souverain.

Arlette Farge et Michel Foucault ont puisé dans les archives éparses de la Bastille la matière de leur réflexion. Rarement les contempteurs des lettres de cachet ont étayé leurs blâmes sur les textes; les pires légendes sont nées de cette insouciance. Le placet illustre-t-il le bon plaisir du prince ? Les écrits rassemblés prouvent l'exact contraire : l'arbitrage du roi répond à une formidable demande populaire, qui concerne jusqu'aux plus pauvres et s'intègre parfaitement aux mœurs et coutumes de la première moitié du XVIII^e siècle. Les princes finiront d'ailleurs par se lasser de cette intrusion dans le domaine privé et laisseront les lieutenants-généraux agir à leur guise. La lettre de cachet ne porte pas nécessairement la marque d'une juridiction d'exception. Bien des couples en discorde en usent seulement après avoir épuisé les ressources de la justice ordinaire. Le roi reste le recours naturel, lorsque tout règlement à l'amiable a été consommé.

Ainsi, les demandes d'enfermement nous instruisent sur le couple au XVIII^e siècle. Son assise économique doit assurer la protection sociale des contractants. Il est du devoir du mari de participer à l'entretien du foyer, à l'éducation des enfants, au côté de son épouse. Cette égalité des sexes se retrouve dans le nombre de demandes, qui se partagent également entre hommes et femmes, et dans la délibération royale, qui n'accuse aucune discrimination sexuelle. Lorsque les lettres de cachet disparaissent en privant les turbulences conjugales d'exutoire public, s'imposent alors les images de la toute-puissance paternelle et de la femme au foyer.

Les familles, elles, interviennent auprès du roi pour incarcérer une fille qui se prostitue ou un garçon éthylique. Apparaît une conception de l'honneur, que l'on croyait l'apanage de seuls grands bourgeois et aristocrates, et qu'adopte pleinement le peuple. L'honneur est sauf lorsque l'évitement de la justice ordinaire a prévenu l'infamie d'un procès au grand jour et assuré la stabilité des liens familiaux.

Les lettres de cachet éclairent les relations du peuple au monarque et ses mécanismes psychologiques. Le placet n'est pas une plainte, mais une argumentation qui requiert tous les talents du demandeur pour s'attirer la bienveillance royale. L'intimité avec le roi épargne des foudres de la justice, honore le requérant, aussi humble soit-il, qui se voit reconnu par le magistrat suprême dans ses démêlés les plus futiles.

Avec le temps, la lettre de cachet deviendra insupportable, suppôt de la tyrannie privée, agissant après enquêtes trop aléatoires. Mais les demandes populaires, outrepassant la pesanteur des administrations pour s'adresser directement au jugement du souverain, subsistent jusqu'à nos jours. Qui ne connaît pas dans son voisinage une personne démunie devant les petites ou grandes injustices, écrivant en dernier recours au président de la République pour obtenir sa faveur ?

Emmanuel MOUSSET

Arlette Farge et Michel Foucault - Le désordre des familles - Gallimard-Julliard. Prix franco : 85 F.

Ce livre complète l'utilisation l'excellent ouvrage de Claude Quétel, De par le Roy (prix franco 71 F) dont nous avons fait l'analyse dans le numéro 368 de «Royaliste».

**aidez la NAR
en apportant votre
adhésion.**

danton : le règne de l'hystérie

La Révolution française «est un dispositif producteur d'hystérie». Elle «installe les opposants et les critiques dans une situation telle qu'ils n'ont pas d'autres recours pour se faire entendre que la déclamation, la gesticulation, voire le cri et la crise...»

Ces termes, qui ont été employés pour définir le parti bolchevique*, viennent à l'esprit, immédiatement, dès les premières images de «Danton». Le spectacle est celui d'une classe politique complètement névrosée où la peur, la haine et l'exaltation se disputent le cœur des hommes.

— La scène : un Paris de Convention et d'appartements, où la rue est absente; ces gens-là pour bons tribuns qu'ils soient, restent des hommes de paperasse. Ils ont éla-

sans-culottes mal rasés et à une queue devant une boulangerie dans laquelle il serait trop tentant de voir un clin d'œil d'André Wajda à sa patrie polonaise.

C'est le cadre dans lequel va se dérouler le premier procès politique de l'histoire, après celui du Roi Louis XVI.

Là aussi la référence au léninisme ne peut manquer de se présenter à l'esprit. Wajda s'en défend pourtant, qui soutient qu'il ne



boré la Révolution dans des cabinets et dans des clubs, il la font à partir des bureaux.

— Les acteurs : le couple classique, Danton et Robespierre. Le politicien chaleureux, populaire, fort en gueule, un peu corrompu mais profondément humain, est-il la bête ? L'incorruptible, le juste, le glacial Robespierre est-il l'ange ?

Autour d'eux les personnalités, un peu falote de Camille Desmoulin, un peu inquiétante de Fouquier-Tinville, les figures ravagées par un travail épuisant et par la peur des membres du comité de Salut Public et, plus loin la foule bruyante et lâche des députés du Centre.

Mais la véritable foule, ce peuple qui selon les historiens républicains, a fait la Révolution, est absent. Il se réduit à quelque

pensait guère à la situation polonaise.

Admettons-le. Et remercions le ministère de la Culture d'avoir contribué, avec l'argent de la République à cette co-production polonaise qui nous montre le vrai visage de la Révolution : une époque où se met en place, entre la guillotine et le catéchisme révolutionnaire, la première idéologie totalitaire des temps modernes.

René ADRIERS

Il n'est pas question de reprendre à notre compte les parallèles trop fréquents établis entre les Révolutions française et russe. Les similitudes entre ces deux événements ont plus été le fait de l'historiographie que de l'Histoire.

L'Hystérie comme caractère de la révolution est cependant fort bien démontrée par Dominique Colas : «Le léninisme». PUF.



JEUNES ROYALISTES

Le numéro 23 de «Royaliste-Université» vient de paraître. Au sommaire on trouvera de nombreuses lettres de lecteurs, des comptes rendus sur les activités étudiantes à Reims et Nanterre, un dossier sur l'avenir du français dans le domaine scientifique, des articles, sur le service militaire, le nationalisme corse, etc.

Vous pouvez recevoir ce numéro contre 3 F en timbres, mais nous vous engageons plutôt à vous abonner ou, mieux encore à diffuser notre journal étudiant sur votre lieu d'études.

Rappel : en ce qui concerne la préparation de la session de 2 jours prévue pour fin juin ou début juillet, nous aimerions recevoir le plus tôt possible vos dates d'examen afin de fixer la meilleure date possible.

BULLETIN DE COMMANDE
à recopier et à retourner à
«Royaliste-Université»
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS
CCP «Royaliste» 18 104 06 N
Paris

Nom/Prénom :
Adresse :
Etudes :

☐ s'abonne à «Royaliste-Université» (12 F pour 5 numéros - lycéens et étudiants - 30 F pour autres catégories - 50 F abt de soutien)
☐ commande 5 exemplaires du numéro 22 «spécial service national» et verse pour cela 12 F
☐ commande 90 affiches «La conscription c'est dépassé» (format 35cm/50cm) et verse pour cela 39 F.

ELECTIONS MUNICIPALES

A Paris, la constitution de nos listes d'union se poursuit. Nous rappelons que, sur ces listes, la participation des royalistes se fera à visage découvert. Nous sommes déjà à présent assurés d'être présents sur un certain nombre de secteurs, mais nous souhaitons bien entendu pouvoir augmenter encore au maximum le nombre des arrondissements où nous ferons campagne. Que tous les amis qui n'ont pas encore répondu à notre appel le fassent sans tarder. L'aide la plus immédiate que vous pouvez nous apporter est d'accepter de figurer comme candidat avec nous. Ceci est maintenant urgent afin que nous puissions rapidement établir nos listes définitives. D'autre part nous aurons à assumer des frais électoraux importants (impression des bulletins de vote, des professions de foi, des affiches, etc.) nous faisons pour cela appel, comme de coutume, à la générosité de nos lecteurs. Adressez vos dons à l'ordre de «Royaliste» (CCP 18 104 06 N Paris) en précisant «pour les élections».

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National de la NAR s'est réuni à Paris les 22 et 23 janvier. Les conseillers nationaux et le comité directeur ont examiné ensemble, en fonction de la ligne générale définie par le IIIème congrès, les activités à mener dans les mois à venir. Nous vous demandons déjà de noter que les **Journées Royalistes** auront lieu les 23 et 24 avril.

Le Conseil National rassemble les délégués élus pour deux ans, région par région, par l'ensemble des adhérents du mouvement. Les prochaines élections au Conseil National auront lieu lors du IVe congrès en décembre prochain. Nous engageons tous les lecteurs désireux de participer véritablement à la vie de notre mouvement, à nous apporter leur **adhésion**.

N'hésitez pas à nous demander pour cela les formulaires et les renseignements pratiques.

PARIS

● MERCREDIS DE LA NAR

Tous les mercredis à 20 heures, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - 4ème étage - Métro Bourse ou Palais-Royal a lieu une conférence débat ouverte à nos lecteurs. Les conférences, sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet (participation aux frais du buffet).

Mercredi 2 février : Michel CLOUSCARD, professeur de sociologie à l'Université de Poitiers, vient nous présenter son livre au caractère fort explosif. Du flipper au haschich, en passant par la guitare électrique, «Le **capitalisme de la séduction**» est un essai qui démonte les clichés de la pseudo civilisation dans laquelle nous vivons.

Mercredi 9 février. Nous avons demandé au **général Pierre GALLOIS** que nos lecteurs connaissent bien, de venir nous expliquer les raisons qui lui ont fait récemment déclarer que la stratégie de la France, dont il est le principal inspirateur, n'est désormais plus adaptée aux risques que notre pays encourt, et comment il faudrait réorienter cette stratégie.

Le général Gallois animera d'autre part un débat organisé par les étudiants royalistes, à la **faculté de Nanterre**, la première semaine de mars, sur le thème : **Faut-il supprimer le service national ?**

MICHEL GIRAUD

Il y a un an, Michel Giraud nous quittait après une longue et cruelle maladie contre laquelle il avait vainement lutté avec le courage et la ténacité que nous lui connaissions.

Par modestie, Michel n'avait toujours voulu tenir chez nous que des rôles discrets. Ceux qui suivent notre mouvement depuis son début savent combien son travail, sa persévérance et son action ont eu une importance fondamentale tant dans le domaine pratique que dans celui de notre réflexion.

Bien que sa place reste vide, la meilleure façon d'être fidèle à son souvenir est, pour nous, de poursuivre le combat pour lequel il avait tant sacrifié.

Que sa femme, ses enfants et toute sa famille où nous comptons tant d'amis sachent combien, en cet anniversaire, sa mémoire nous rassemble.

Y.A.

L'homélie du père Charpentier aux obsèques et le message d'adieu du Comité Directeur ont été imprimés dans une petite plaquette disponible au journal.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Tandis que l'opposition mène une campagne efficace, le gouvernement et le Parti socialiste tentent de mobiliser militants et électeurs pour une bataille qu'ils n'ont pas cherchée, et qui semble déjà perdue. Comment en sont-ils arrivés là ? Comment se fait-il que le Pouvoir paraisse toujours en mauvaise posture et donne de lui-même une si mauvaise impression ? Au soir d'un congrès du R.P.R. qui saluait dans l'enthousiasme un Chirac triomphant, la réplique de M. Mauroy semblait pâie, comme si déjà quelque chose s'achevait. Et M. Jospin, il y a quelques semaines, ne suggérait-il pas lui aussi la défaite en déclarant que son parti s'estimerait heureux si ses pertes étaient limitées ?

La mobilisation décrétée la semaine dernière ne laisse pas une meilleure impression. Il s'agit d'une attitude défensive, d'une décision prise sous la contrainte : sagement, les élus socialistes avaient choisi de présenter le bilan de leur gestion, en évitant l'affrontement sur les questions de politique générale. Victimes de la logique que la gauche avait déclenchée en 1976, les voici obligés de politiser la campagne des municipales, et de la concevoir comme une réplique aux arguments de l'opposition. Or c'est déjà concéder un gros avantage à l'adversaire que de lui laisser le choix des armes et du terrain... Cependant, personne ne peut prévoir l'issue du combat : la contestation de la représentativité du gouvernement, la campagne pour des élections législatives anticipées, avec la menace d'instabilité qu'elle contient, peut provoquer une réaction favorable au pouvoir en place.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement se trouve dans une situation paradoxale. Comparé à celui de l'équipe précédente, son bilan est loin d'être négatif et les chiffres publiés en janvier devraient renforcer le courant d'adhésion à sa politique. Il est vrai que l'inflation a été réduite, que la progression du chômage s'est ralentie, et que, depuis Mai 1981, les catégories les plus défavorisées ont vu leurs ressources augmenter dans des proportions significatives. Pourtant, le Pouvoir reste mal aimé et mal compris, et parfois détesté au-delà de toute mesure.

Oh ! Bien sûr, la victime est loin d'être innocente. L'affaire des taux d'intérêts des Caisses d'épargne a une fois de plus démontré que le gouvernement demeurerait incapable de préparer une décision et de s'y tenir. Il est peut-être dérisoire de juger son action sur de tels « détails », mais comment l'opinion pourrait-elle faire autrement puisqu'elle n'a pas en mesure d'avoir une vue d'ensemble ? Ni

le pouvoir entre deux feux



par
bertrand
renouvin

la politique des échanges extérieurs, ni la politique industrielle ne sont comprises, non par la faute des ministres responsables, mais parce que la perspective économique générale, rarement exposée, est effacée par quelques faits spectaculaires ou se perd dans le flot des décisions techniques. En revanche, l'opposition, qui a échoué il y a moins de deux ans et qui ne propose rien de sérieux, sait parfaitement utiliser les *media*, choisir les formules qui font mouche et mettre le gouvernement dans une situation de perpétuel accusé.

Les causes du malaise ne sont pas seulement techniques et tactiques. Si la droite marque des points avec une étonnante facilité, si l'électorat de gauche se comporte comme un simple spectateur de la partie qui se joue, c'est que le gouvernement se trouve dans une situation difficilement tenable, où il ne peut qu'effrayer les uns et décevoir les autres : — Le Pouvoir est d'abord victime de son étiquette socialiste. A droite, le mot fait ressurgir les souvenirs confus mais inquiétants des « partages », des occupations d'usines, des drapeaux rouges et des poings levés. Longtemps encore, nul raisonnement ne viendra à bout de ce réflexe négatif, qui n'est pas seulement celui d'une classe, et l'on ne regrettera jamais assez que quelques discours maladroits, au congrès de Valence, aient réveillé la peur ancestrale. Pourtant, quand on veut bien regarder les choses

calmement, il n'y a pas de quoi fouetter un chat : ces excellents bourgeois qui nous gouvernent gèrent comme ils peuvent, avec des techniques classiques, et dans l'intention d'accomplir des réformes modérées, une société qu'ils seraient bien en peine de bouleverser. Ni la politique étrangère, ni la politique militaire, ni la politique économique ne se font sous le signe de la « Révolution ». Ce qui n'empêche pas l'électorat de droite de croire que nous marchons vers la démocratie populaire...

— Or ce réformisme prudent, qui soulève tant de passions hostiles, ne peut manquer de décevoir l'électorat de gauche qui attendait autre chose d'un socialisme riche à ses yeux de toutes les promesses. Le gouvernement ne peut pas répondre à son espérance, non parce qu'il « trahirait » délibérément mais, comme nous l'avons souvent dit, parce que la crise du système industriel a ruiné sa vénérable doctrine. Celle-ci était construite sur l'unité d'intérêts et d'aspirations du « camp des travailleurs » et voici que l'on découvre que cette entité n'existe pas, et que la classe ouvrière a éclaté en de nombreux corporatismes : le socialisme n'a plus de fondement sociologique. En outre, il se trouve dépourvu de doctrine économique puisque tout reposait sur la croissance et que celle-ci a disparu, interdisant l'effort massif que la gauche voulait faire sur le plan social : il faut désormais limiter le pouvoir d'achat, s'interdire les anciennes générosités de l'Etat-Providence, concevoir autrement la protection sociale. Tout est à repenser - l'économie, le « progrès », le travail même - ce qui demande du temps. Le temps de réfléchir, le temps d'expliquer, le temps de mettre en œuvre.

Le drame, c'est que le gouvernement ne dispose pas du temps nécessaire pour réfléchir et expliquer, pour rassurer et surtout pour fonder une nouvelle espérance. La logique politicienne est telle que les délais se raccourcissent : chaque consultation, même locale, risque, au pire, de tout remettre en cause et, au mieux, de prolonger le sursis - mais en interdisant toute possibilité de rassemblement autour d'un projet commun. La manière dont est vécue la campagne municipale pose, par delà les rivalités partisans, la question capitale de l'avenir d'une société qui est en train de s'interdire toute continuité dans l'action, et qui s'apprête peut-être à sacrifier, pour satisfaire les ambitions des hommes de parti, la stabilité institutionnelle qui existait depuis un quart de siècle.

Bertrand RENOUVIN